Géopolitique et politique étrangère

Janvier 2017

Note d'analyse 52

L'Iran face à la disparition d'Hachemi Rafsandjani : bilan et perspectives d'avenir pour la République islamique

Vincent Eiffling
Doctorant
Université catholique de Louvain

CECRI
UCL Université catholique de Louvain
Chaires Fonds Baillet Latour

Les Chaires Baillet Latour « Union européenne-Russie » et « Union européenne-Chine » ont été créées dans les années 2000 au sein de l'UCL grâce au Fonds InBev-Baillet Latour. Elles ont pour objectif de stimuler l'étude des relations entre l'Union Européenne, la Russie et la Chine. Les Chaires constituent un pôle de recherche et d'enseignement dont l'objectif est de renforcer l'expertise sur l'action extérieure de l'UE, de promouvoir la connaissance de la Chine et de la Russie comme acteurs internationaux et d'étendre la recherche sur les grandes puissances, en particulier les BRICS. Exerçant leurs activités au sein de la Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication et de l'Institut de sciences politiques Louvain-Europe, les Chaires collaborent régulièrement avec leurs homologues de la KULeuven.

Chaires
InBev-Baillet Latour

CECRI

Les recherches du CECRI sont menées au sein de l'Institut de Science politique Louvain-Europe (ISPOLE) de l'Université catholique de Louvain. Elles portent sur la géopolitique, la politique étrangère et l'étude des modes de prévention ou de résolution des crises et des conflits.

L'analyse des éléments déclencheurs des conflits et des instruments de leur gestion - sanctions et incitants économiques commmemoyens de politique étrangère; crises et interventions humanitaires; rôle de la mémoire dans un processus de réconciliation, par exemple - est combinée à l'étude empirique de différends internationaux et de processus de paix spécifiques.

Vincent Eiffling

L'Iran face à la disparition d'Hachemi Rafsandjani : bilan et perspectives d'avenir pour la République islamique

Janvier 2017

Direction : Tanguy de Wilde et Tanguy Struye de Swielande.

Conception et mise en page du présent numéro : Chloé Daelman.

Pour nous contacter :
Site Internet : http://www.geopolitique-cecri.org/
Email : tanguy.struye@uclouvain.be

© Chaire Baillet Latour, programme « Union européenne-Chine », 2017.

Vincent Eiffling est doctorant à l'Université catholique de Louvain (UCL)

Hachemi Rafsandjani : le « requin » conservateur devenu une figure de la modération.

Avec le décès d'Ali Akbar Hachemi Rafsandjani ce dimanche 8 janvier 2017 à l'âge de 82 ans, c'est l'un des pères de la République islamique qui disparaît, une figure historique qui a marqué de son empreinte la vie politique iranienne depuis la révolution de 1979 et ce jusqu'à aujourd'hui.

Régulièrement appelé le « requin », « le parrain », ou encore « le second Amir Kabir » les surnoms dont fut affublé Rafsandjani au cours de sa carrière politique illustrent bien l'influence et le caractère parfois clivant, parfois controversé, de ce personnage dont les positions et opinions ont su se montrer évolutives au cours des années, ce qui constitue déjà en soi une singularité dans un paysage politique aussi marqué par la doxa idéologique officielle que celui de la République islamique d'Iran.

Né en août 1934, fils d'un agriculteur aisé de la région de Rafsandjan, Hachemi Rafsandjani étudie le Coran dans la ville sainte de Qom, effectuant même une partie de ses études religieuses sous la houlette de l'Ayatollah Khomeiny, le père de la République islamique, dont il deviendra l'un des plus fidèles et influents lieutenants. Pourtant dès cette époque, Rafsandjani n'apparaît pas comme un religieux exalté tels que ceux que l'on rencontre habituellement dans l'entourage du leader de la révolution.

C'est qu'au-delà de son turban, l'homme présentait plusieurs facettes. Il était également un homme d'affaires, qui deviendra l'une des plus grosses fortunes du pays – la seconde, selon certaines sources, après l'Ayatollah Khamenei, l'actuel Guide suprême – grâce à ses succès commerciaux dans le domaine de la négoce de la pistache mais aussi, diront ses adversaires politiques – à raison – grâce à

la corruption ; une étiquette qui lui collera toujours à la peau. Mais Hachemi Rafsandjani était aussi et avant tout un politicien. Au regard de sa carrière, il apparaitrait même plus pertinent de dire de lui qu'il était un politicien également membre du clergé plutôt qu'un membre du clergé qui faisait de la politique. Et c'est là que résidait la singularité du personnage : membre du sérail révolutionnaire, proche lieutenant de Khomeiny, religieux, membre fondateur de la République islamique … Hachemi Rafsandjani n'en demeurait pas moins extrêmement pragmatique. Loin de s'enfermer dans un carcan idéologique réducteur, l'homme savait se montrer flexible quand la nécessité d'Etat l'exigeait, tout en gardant toujours en ligne de mire le même objectif : garantir la pérennité du régime et par conséquent la stabilité politique du pays. Il ne rejetait pas l'idéologie officielle mais savait se montrer particulièrement aguerri lorsqu'il s'agissait de l'adapter ou plus exactement de l'interpréter dans un certain sens qui paraissait pourtant aller à l'encontre de l'orthodoxie. Mais cette capacité d'adaptation et cette flexibilité à l'égard de la rhétorique révolutionnaire ne minimisent en rien le fait que Rafsandjani était un dur en politique, implacable à l'égard de ses adversaires et faisant preuve de jusqu'auboutisme lorsqu'il s'agissait pour lui de défendre ses intérêts et ses opinions.

Membre du Conseil révolutionnaire au lendemain de la révolution, Président du Majles (le Parlement iranien) de 1980 à 1988, Commandant en chef des forces armées à la fin de la guerre Iran-Irak, Président de la République islamique de 1989 à 1997, Président de l'Assemblée des Experts de 2007 à 2011, Président du Conseil de Discernement de 1989 jusqu'à son décès, Hachemi Rafsandjani aura occupé tous les postes les plus importants de l'appareil institutionnel iranien à l'exception de celui de Guide suprême.

En 1989, à la mort de Khomeiny, c'est Ali Khamenei qui devient le nouvel homme fort du régime. Rafsandjani quant à lui, devient le numéro deux en accédant à la présidence. La relation entre les deux hommes ne sera pas toujours simple : entre le nouveau Guide qui cherche à asseoir son autorité

et le politicien aux dents longues qu'est Rafsandjani, la rivalité s'installe et les sujets de frictions se multiplient. Cette concurrence, même si elle peut parfois s'avérer féroce, n'en est pas moins teintée de respect mutuel et ces « deux meilleurs ennemis » apprendront à composer l'un avec l'autre au fil des années même si, de par sa position à la tête de l'Etat, c'est bel et bien toujours Khamenei qui aura l'avantage.

Aux premières heures de sa présidence, Rafsandjani hérite d'un pays dévasté par huit années de guerre. L'heure est à la reconstruction. L'économie est détruite et l'image de l'Iran est au plus bas dans l'opinion internationale. Ce sera là son premier chantier : redorer quelque peu l'image de l'Iran et en ouvrir son économie afin de faire revenir les capitaux étrangers et ainsi relancer l'économie. Pour ce faire, et en dépit du fait qu'il ait lui-même été cité dans diverses affaires judiciaire pour meurtre ou terrorisme[1], Rafsandjani semble se positionner contre la campagne d'assassinats ciblant les opposants politiques résidant à l'étranger et perpétrée par les services secrets iraniens. L'arrêt de ces assassinats ne surviendra cependant pas du jour au lendemain et cette question s'est retrouvée, de l'avis de certains analystes, au cœur de la lutte d'influence entre Rafsandjani et Khamenei sur la scène politique iranienne. Sa présidence est ainsi marquée par l'assassinat en 1991 de Shapour Bakhtiar, le dernier 1er ministre du Shah, alors en exil en France. De même, l'attentat du Mykonos survenu à Berlin en 1992 ou encore l'attaque visant le siège de la mutuelle juive AMIA en 1994 à Buenos Air marquent au fer rouge sa présidence et contribuent à miner encore d'avantage l'image de l'Iran sur la scène internationale. Ce n'est donc qu'à partir de son second mandat que l'Iran cesse progressivement de mener ce type d'opération de manière systématique et à si grande échelle.

De fait, il parvient quelque peu à relancer la machine économique nationale mais les résultats ne sont pas ceux escomptés. A la fin de son deuxième mandat, les relations entre Washington et Téhéran sont

1 En sa qualité de chef de l'exécutif de l'Etat iranien lui-même cité comme étant impliqué ou comme ayant commandité les dites affaires.

loin de s'être réchauffées et une potentielle normalisation n'est absolument pas à l'ordre du jour. Au contraire, en 1994, l'administration Clinton adopte officiellement la doctrine du « dual containment » qui vise à endiguer et contenir la puissance et l'influence iranienne et irakienne au Moyen-Orient. De même en 1996, la loi d'Amato adoptée par le Congrès américain renforce les sanctions contre l'Iran. Cette loi, dotée d'un caractère extraterritorial, vise à sanctionner toutes les entreprises, américaines ou non, qui investiraient dans le secteur énergétique iranien à hauteur d'un montant supérieur à 20 millions de dollars par an.

Avec l'Europe, et notamment la France, les résultats s'avèrent plus positifs. De nombreuses entreprises européennes reviennent en Iran, à l'image de Peugeot ou Total[2], comblant ainsi quelque peu le vide inhérent à la faiblesse structurelle de l'architecture économique iranienne et laissé béant par les Etats-Unis. Cette dynamique se poursuivra sous le successeur de Rafsandjani, le Président M. Khatami – qui obtient par ailleurs le soutien de son prédécesseur – et ce jusqu'à l'éclosion de la question nucléaire iranienne en 2002/2003[3].

L'élection de M. Ahmadinejad en 2005 et l'exacerbation des tensions sous sa présidence conduisent les grandes puissances à adopter de nouvelles sanctions économiques contre l'Iran. Ce climat de confrontation, l'impact des sanctions, et l'incertitude quant à l'avenir du pays créent un climat hostile aux affaires. De nombreuses entreprises étrangères quittent le pays et, naturellement, les investissements étrangers diminuent. L'inflation atteint des sommets et les partisans d'une « économie de résistance », entendez par là une économie quasi auto-suffisante qui n'aurait pas ou peu besoin des investissements étrangers – et plus particulièrement des investissements occidentaux – font entendre leur voix et prennent petit à petit les commandes de plusieurs pans entiers de l'économie iranienne. Dans ce climat, il n'est pas question de privatisation, du moins pas au sens classique du terme. Les grands gagnants de

2 Qui passera outre les contraintes de la loi d'Amato.

3 MOSLEM M., *Factional Politics in Post-Khomeini Iran*, New York, Syracuse University Press, 2002, p. 246.

cette période sont les Gardiens de la Révolution qui s'emparent de secteurs économiques stratégiques tels que la construction et le génie civil, l'hôtellerie de luxe ou encore les télécommunications[4]. En renforçant leur poids et pouvoir économique, ils renforcent par la même occasion leur influence politique. Ils ne seront pas les seuls : nombreux seront ceux qui profiteront des sanctions pour faire fructifier leur enrichissement personnel et se construire des positions quasi monopolistiques au sein de l'économie iranienne. Par la suite, ces mêmes bénéficiaires seront bien souvent parmi les plus farouches opposants à tout éventuel accord sur la question nucléaire à même de mener à une ouverture économique du pays.

Rafsandjani se montre extrêmement critique à l'égard de M. Ahmadinejad tout au long des huit années de présidence de ce dernier. Il faut dire que la rivalité entre les deux hommes remonte à la première élection d'Ahmadinejad à la présidence de la République islamique. Lors de la campagne de l'élection présidentielle de 2005, Rafsandjani se profile en ultra favori et se croit quasi assuré d'assumer un troisième mandat présidentiel. Mais à cette époque, son appartenance au sérail, sa réputation de requin, d'homme d'affaire au goût prononcé pour l'argent de même que son appartenance au clergé constituent autant de facteurs qui jouent en réalité contre lui dans l'opinion publique. Suite à la déception inhérente au manque de réformes de l'ère Khatami, une bonne partie de la population iranienne et notamment une part importante de la jeunesse se montre réfractaire à l'idée d'apporter sa voix à un candidat perçu – à juste titre – comme un pure produit du système politique de la République islamique ; système qu'il a par ailleurs contribué à créer. Par ailleurs, le retour de Rafsandjani à la présidence serait perçu par beaucoup comme un signe d'immobilisme politique, voir même comme un retour en arrière alors que de nombreux Iraniens souhaitent avant tout bousculer les équilibres sur l'échiquier politique.

La surprise provient alors de M. Ahmadinejad. Inconnu jusqu'alors sur la scène politique nationale, le maire de Téhéran propose un programme certes conservateurs mais aussi et surtout populiste, avec

4 Voir à ce sujet : Collectif, *The Rise of the Pasdaran. Assessing the Domestic Roles of Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps*, Santa Monica/Arlington/Pittsburgh, Rand Corporation, 2009, 129 p.

un volet social très marqué. Il condamne la corruption des élites traditionnelles, appelle à la justice sociale et économique, promeut la défense des plus faibles et attaque les privilèges des nantis du régime, déconnectés selon lui des réalités quotidiennes du « peuple ». Il promet un retour aux idéaux de la révolution, et sur le plan international, ne cache son ambition de tenir tête aux Etats-Unis sur la question nucléaire, afin de ne pas soumettre l'Iran au « dictat des puissances de l'arrogance ». Cette identité politique populiste, conservatrice et nationaliste séduit de nombreux iraniens qui, et c'est là tout un paradoxe, voient alors en Ahmadinejad un candidat moderne dans la mesure où, pour la première fois dans l'histoire de la République islamique, un candidat n'appartenant pas au clergé possède réellement une chance d'accéder à la présidence. Bien qu'arrivé deuxième au premier tour de l'élection avec un peu plus de 19% des voix contre 21% pour Rafsandjani, M. Ahmadinejad remporte à la surprise générale le deuxième tour de la présidentielle avec plus de 61% des suffrages exprimés. Avec un faible score d'un peu moins de 36%, la défaite et l'humiliation sont cuisantes pour un Rafsandjani qui se positionnera dès lors en féroce opposant à Ahmadinejad. Cette défaite marque par ailleurs un tournant dans le positionnement politique de Rafsandjani. S'il était certes compliqué de lui coller une étiquette et bien qu'il ait en son temps apporté son soutien au Président Khatami, il était jusqu'alors principalement considéré comme un conservateur pragmatique, voir même comme un centriste, ce qui le différenciait sans trop l'éloigner des conservateur traditionnel dont fait partie le Guide suprême Ali Khamenei. A partir de l'élection d'Ahmadinejad, Rafsandjani va progressivement de plus en plus marquer son rapprochement avec les modérés et les éléments réformateurs de la vie politique iranienne.

Soucieux de ménager les équilibres entre les différentes factions politiques, Khamenei ne s'oppose pas à l'élection de Rafsandjani, en 2007, à la présidence de l'Assemblée des Experts, l'organe en charge de l'élection du Guide et, éventuellement, de sa destitution[5]. Mal perçu par les conservateurs les plus traditionnels de cet organe du pouvoir, cela ne l'empêche pas cependant d'y occuper la présidence lors de deux mandats successifs, de 2007 à 2009 et de 2009 à 2011. Cette même année, des pressions

5 Ce dernier cas de figure, bien qu'inscrit dans la Constitution iranienne (art. 111), est essentiellement théorique. Dans la pratique, et cela est dû au fonctionnement du système institutionnel iranien, il est quasiment impossible de voir l'Assemblée des Experts démettre un Guide en fonction.

s'exercent sur Rafsandjani pour qu'il renonce à briguer un troisième mandat et c'est dès lors l'Ayatollah Mohammad-Reza Mahdavi Kani, un conservateur traditionnel, qui en est élu président. Rafsandjani paie en réalité ici son soutien apporté au candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2009, Mir Hossein Moussavi, dont la « défaite » conduira à l'émergence du « Mouvement vert » (voir infra), lequel constitue la plus grande dynamique de contestation populaire depuis la révolution de 1979. A la mort de l'Ayatollah Kani survenue en 2014, Rafsandjani tente, sans succès, de regagner la tête de l'assemblée mais c'est finalement l'ultra conservateur Mohammad Yazdi, un fidèle d'Ali Khamenei et ancien chef du pouvoir judiciaire qui remporte l'élection grâce à 47 voix en sa faveur contre seulement 24 pour Rafsandjani.

Son passage à la tête de l'Assemblée des Experts contribue notamment à lui construire une image de « vieux sage » auprès d'une population qui se montre de plus en plus critique à l'égard de M. Ahmadinejad. A mesure que la popularité du Président s'estompe, celle de son rival malheureux à l'élection présidentielle de 2005 connaît en revanche une dynamique inverse. L'image de Rafsandjani évolue. Le « requin », apparaissant apaisé et calme lors de ses interventions, devient petit à petit un modèle de modération aux yeux de nombreux Iraniens qui s'offusquent des frasques du turbulent Ahmadinejad.

Durant l'élection présidentielle de 2009, Rafsandjani apporte son soutien à Mir Hossein Moussavi, le candidat modéré, lors d'une campagne inédite dans l'histoire politique de la République Islamique et ce en raison de sa forme moderne (notamment grâce au rôle des médias et des réseaux sociaux[6] ou encore du rôle et de l'implication des femmes de certains candidats tout au long de la campagne) et de son intensité. Lors d'un débat télévisé l'opposant à Moussavi, Ahmadinejad attaque frontalement Rafsandjani, accusant ouvertement le soutien de son adversaire d'incarner la corruption au sein du régime. Si la réputation d'individu corrompu à l'égard de Rafsandjani n'est pas nouvelle, celui-ci a cependant

6 Cela constitue une paradoxe de plus dans un pays où Twitter et Facebook sont officiellement interdits mais où tous les grands politiciens y possèdent des comptes dans la mesure où la jeunesse – plus de 50% de la population a moins de 30 ans - a trouvé depuis longtemps les moyens de contourner la censure du régime sur internet.

réussi à redorer son image au cours des dernières années et surtout, jamais cette corruption n'avait été évoquée de manière aussi directe et publique par un autre membre du régime lors d'un programme télévisuel drainant une si importante audience. La virulence de cette attaque choque jusqu'au Guide suprême qui réprimande à son tour, dans une démarche inédite, l'attitude cavalière d'Ahmadinajad[7]. A la veille de l'élection, l'engouement en faveur de Moussavi dans les grandes villes du pays apparaît tel que personne ou presque ne semble douter de sa victoire à venir.

Le 12 juin 2009, à la surprise générale, M. Ahmadinejad remporte l'élection présidentielle dès le 1er tour avec plus de 62% des suffrages contre seulement 33% en faveur de Mir Hossein Moussavi. Le caractère frauduleux de cette réélection apparaît si flagrant qu'il donne naissance au plus grand mouvement de contestation à travers le pays depuis l'avènement de la République islamique. Ce « Mouvement vert » en référence à la couleur officielle de la campagne électorale de Moussavi, est alors soutenu par Rafsandjani qui dénonce les fraudes et s'oppose ici frontalement à l'autorité du Guide, lequel a déjà reconnu la validité des résultats électoraux. Il s'agit ici d'un moment important dans le positionnement politique de l'ancien Président : il rallie définitivement et irrévocablement les rangs des modérés.

Les pressions sur Rafsandjani s'accroissent, de même que sur son entourage[8]. Son fils, Mehdi Hachemi Rafsandjani, est ainsi accusé d'incitation au soulèvement en faveur du Mouvement vert et il se voit contraint de fuir l'Iran pour le Royaume-Uni. Ancien haut responsable dans le secteur énergétique du pays, il est alors également accusé par les autorités de corruption et d'escroquerie dans des affaires qui remontent au milieu des années 2000. On lui reproche entre autre d'avoir accepté des pots-de-vin de Statoil et de Total en échange d'une facilité d'accès au secteur énergétique iranien. L'agenda de la révélation de ces accusations ne doit rien du hasard et il est fort probable que ces éléments à charge du

7 TAIT R., « Iran's supreme leader blasts Ahmadinejad for corruption claims », dans *The Guardian*, 4 juin 2009, *https://www.theguardian.com/world/2009/jun/04/ahmadinejad-debate-backlash*

8 RTBF,《 Iran: la fille et 4 membres de la famille Rafsandjani libérés 》, 22 juin 2009, *https://www.rtbf.be/info/monde/detail_iran-la-fille-et-4-membres-de-la-famille-rafsandjani-liberes?id=5309483*

fils de l'ancien Président auraient été gardés sous silence s'il ne s'était pas engagé aussi publiquement dans la protestation anti-Ahmadinejad. Il paie donc ici son implication en faveur du Mouvement vert. Il est finalement arrêté à son retour d'exil, en 2012, et jugé puis condamné à 15 ans d'emprisonnement cumulés pour trois condamnations traitants d'atteintes à la sécurité nationale, d'escroqueries et de détournements de fonds[9]. Dans la pratique et au regard de la loi iranienne, sa peine effective n'est cependant que de 10 ans, soit la plus lourde de ses trois condamnations[10].

La fille de l'ancien Président, Faezeh Hachemi Rafsandjani, est quant à elle condamné le 3 janvier 2012 à 6 mois de prison pour «activisme contre les institutions islamiques», également en raison de son soutien au Mouvement vert lors des manifestations post-électorale de l'été 2009[11].

Au travers de ces condamnations, c'est bien la crédibilité d'Hachemi Rafsandjani et plus largement, tout le camp des modérés auquel il s'est désormais officiellement rallié qui est visé et mis en garde.

Suite à cette période de trouble, Rafsandjani se retrouve affaibli politiquement mais il ne disparaît pas pour autant de la vie politique iranienne, loin s'en faut. Il conserve son siège de membre au sein de l'Assemblée des Experts et il parvient même à se maintenir à la présidence du Conseil de Discernement, une institution en charge du règlement des différends entre le Majles et le Conseil des Gardiens.

Lors de l'élection présidentielle de l'été 2013, Rafsandjani apporte son soutien au candidat modéré

9 BBC, « Iran ex-leader Rafsanjani's son 'jailed for 15 years' », 15 mars 2015, *http://www.bbc.com/news/world-middle-east-31899684*

10 RFI, « Iran: dix ans de prison pour le fils de l'ex-président Rafsandjani », 12 juin 2015, *http://www.rfi.fr/moyen-orient/20150612-iran-dix-ans-prison-le-fils-ex-president-rafsandjani-mehdi-hachemi-mouvement-vert*

11 Le Monde,《 Iran : la fille de Rafsandjani condamnée à la prison 》, 3 janvier 2012, *http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/01/03/iran-la-fille-de-rafsandjani-condamnee-a-la-prison_1625196_3218.html*

Hassan Rouhani. Cependant, il soumet dans un premier temps sa propre candidature au Conseil des Gardiens mais ce dernier la rejette, prétextant l'âge trop avancé de l'ancien Président. Au regard de son abrupte disparition, il serait tentant de donner à postériori raison à l'avis rendu par le conseil. Cela dit au moment de cette décision, beaucoup y ont vu une manœuvre visant à écarter sans heurts un poids lourd politique devenu trop encombrant mais demeurant dans le même temps quasi indéboulonnable.

Suite à la victoire d'Hassan Rouhani dès le 1er tour avec un peu plus de 50% des suffrages, les rapports de force au sein de l'échiquier politique iranien évoluent et Hachemi Rafsandjani jouit alors d'un second souffle. De fait, ses idées se retrouvent en partie dans le programme du nouveau gouvernement. Deux volets sont ici à souligner : la question nucléaire iranienne et la politique économique. En réalité, consécutivement aux sanctions internationales en vigueur contre l'Iran en raison de son programme nucléaire, ces deux volets sont intimement liés.

Tout au long de la présidence d'Ahmadinejad, Rafsandjani n'a eu de cesse de critiquer sa politique de confrontation systématique avec l'Occident concernant la question nucléaire. Pour l'ancien Président, la première nécessité est la levée des sanctions au travers d'un accord acceptable pour les différentes parties, ce qui ne peut être achevé que grâce à un engagement diplomatique positif et constructif. Rafsandjani est en effet convaincu de la nécessité d'ouvrir l'économie iranienne au marché mondial afin de favoriser la croissance ; une condition nécessaire de son point de vue pour garantir la paix sociale et au-delà la pérennité du régime. Il s'oppose ici aux partisans d'une « économie de résistance » pour lesquels la levée des sanctions ne doit pas forcément s'accompagner d'un retour massif des entreprises étrangères sur le sol iranien. Les conservateurs traditionnels, dont Ali Khamenei, sont les premiers partisans de cette approche. De leur point de vue, la levée des sanctions se suffit à elle-même et sans les entraves imposées depuis l'étranger, l'appareil productif iranien sera à même de garantir la croissance économique du pays sans avoir besoin de recourir à d'importantes sommes de capitaux étrangers.

Au-delà d'une simple divergence de vue de nature économique se cache en réalité ici un enjeu éminemment plus politique et qui a trait à l'identité étatique de la République islamique ; identité étatique qui repose elle-même sur le socle des principes révolutionnaires, lesquels constituent la seule véritable source de légitimation du régime actuel. Sans entrer dans une explication trop large, les principes révolutionnaires reposent sur l'opposition aux puissances hégémoniques, la résistance contre l'ingérence étrangère et la lutte contre « l'injustice occidentale ». Les vocables « résistance » et « injustice » présentent de ce fait un caractère itératif dans la rhétorique des officiels du régime. Or, comment dès lors justifier la normalisation des liens politiques avec l'Occident, de même que le développement des échanges commerciaux avec ce dernier ? Cela ne risque-t-il pas de mettre à mal l'idéologie officielle et d'ainsi entamer la légitimité du régime ? Il s'agit là d'une crainte partagée par de nombreux conservateurs qui s'opposent à toute ouverture et dont certains se sont même opposés à tout éventuel accord avec les grandes puissances sur la question nucléaire. De leur point de vue, la confrontation avec l'Occident – et surtout avec Washington – sur la question nucléaire permettait de nourrir cette idée d'un Iran en résistance perpétuelle contre « l'injustice occidentale ». De même, l'ouverture de l'économie iranienne aux entreprises étrangères pourrait s'accompagner selon eux d'un accroissement de la présence occidentale sur le sol iranien, ce qui ne manquerait pas d'exposer la société iranienne aux risques d'une contamination par la culture occidentale, ce qui pourrait à son tour constituer une menace sur le long terme pour la pérennité du régime. Pour les modérés et les réformateurs en revanche, dont Rafsandjani et le Président Rouhani, la croissance économique nécessaire à la paix sociale ne peut être atteinte que grâce à une plus grande ouverture économique sur le monde. Sur la question de la politique économique dans le contexte de l'après levée des sanctions (entamée en janvier 2016), les deux hommes se sont donc retrouvés en opposition à la ligne défendue par Khamenei et force est de constater que jusqu'à aujourd'hui, c'est bien l'approche du Guide qui prévaut majoritairement. Par ailleurs, Rafsandjani et Rouhani se sont prononcés en faveur d'une plus grande libéralisation et privatisation de l'économie nationale. A l'heure actuelle, entre 80 et 85% de l'appareil productif du pays est entre les mains des pouvoirs publics ou semi-publics tels que les fondations religieuses et les Gardiens de

la Révolutions[12]. De même, les recettes pétrolières représentent 70% des devises engendrées par les exportations totales de marchandises ainsi que 60% des recettes budgétaires[13]. Dans ce contexte, il est difficile pour les entreprises étrangères de nouer des partenariats avec le secteur privé et ce d'autant plus que les démarches à entreprendre relèvent bien souvent du parcours du combattant. D'autres obstacles subsistent également. Il est par exemple interdit aux compagnies occidentales de nouer des partenariats de coopération avec les entreprises appartenant aux Gardiens de la Révolution. Cela est dû au fait que la levée récente des sanctions ne concerne que les sanctions liées à la question nucléaire. Les sanctions relatives aux activités terroristes, au programme balistique iranien ainsi qu'aux violations des droits de l'homme demeurent encore et toujours en application et visent notamment les Gardiens de la Révolution, ce qui prive de facto les entreprises occidentale d'un accès à des pans entiers de l'économie iranienne. Rafsandjani s'est montré très critique à l'égard de la montée en puissance des Gardiens de la Révolution du temps de la présidence d'Ahmadinejad et l'actuel Président Rouhani, tout évitant une confrontation directe avec ce pôle de pouvoir important du système iranien, est tout de même parvenu a convaincre le Guide suprême d'en redéfinir le rôle, ce qui a de facto minimiser quelque peu leur influence économique sans pour autant mener à une refonde complète de leur implication dans la vie économique et financière du pays[14]. La disparition d'Hachemi Rafsandjani constitue quant à elle une perte significative pour les supporters de l'ouverture économique, et cela tant en Iran qu'auprès des investisseurs étrangers potentiels. Rafsandjani était en effet à la tête d'un véritable réseau d'influence par l'intermédiaire duquel les grandes multinationales étrangères pouvaient espérer acquérir un accès facilité au marché iranien. Avec la mort de l'ancien Président, ce réseau se retrouve décapité et ses membres ne peuvent désormais plus compter sur l'influence de Rafsandjani pour soutenir voir accélérer leurs démarches. Pour les entreprises étrangères et particulièrement pour les entreprises européennes, c'est donc une porte d'entrée au marché iranien qui se ferme avec le décès d'un de leur plus puissant soutien quant à leur présence dans le pays.

12 KHAVAND F.,《 Une économie prometteuse qui se heurte à de nombreux obstacles 》, dans *Moyen-Orient*, 2016, Octobre/Décembre, n° 32, pp. 52 – 54.

13 KHAVAND F., Op. Cit., p. 52.

14 KHALAJI M.,《 President Rouhani and the IRGC 》, *The Washington Institute for Near East Policy*, 8 janvier 2014, *http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/president-rouhani-and-the-irgc*

Pour ce qui est de l'influence culturelle occidentale, celle-ci est selon les modérés en partie inévitable mais elle se doit d'être contenue au travers de politiques appropriées qui mettront d'avantage l'accent sur la promotion de la culture iranienne. Les modérés et les réformistes ne sont pas dupes. Dans un pays où plus de 50% de la population a moins de 30 ans, ils sont bien conscients qu'une part importante de cette jeunesse est séduite par certains aspects du mode de vie proposé en Occident et, en bons pragmatiques, beaucoup d'entres eux sont prêt à tolérer certains aménagements limités si cela peut garantir la stabilité sociale, politique et économique du pays. Autrement dit, pour des hommes politiques tels que Rafsandjani et Rouhani, il n'est nullement question de conduire une révolution des mœurs sociétales mais bien de s'adapter progressivement aux réalités et aux évolutions sociales du pays. Ce besoin de tolérance apparaît dès lors plus comme une condition nécessaire d'un point de vue politique que comme l'expression d'une réelle conviction, l'objectif étant d'éviter qu'une jeunesse trop brimée par le régime ne finisse par se retourner contre ce dernier.

En réalité, Hachemi Rafsandjani apparaissait donc comme un défenseur de ce que l'on nomme plus communément le « modèle chinois », à savoir la combinaison d'un régime autoritaire avec une croissance économique soutenue à même de garantir la paix sociale, le tout sur un fond de tolérance limité, encadré et contrôlé par les autorités en ce qui concerne les évolutions sociétales. Dans un tel modèle, la légitimité du pouvoir ne repose plus sur l'idéologie fondatrice du régime mais bien sur la capacité de ce dernier à garantir la croissance économique et l'amélioration continue du niveau de vie de ses citoyens.

Au cours des dernières années de sa vie, la perception de Hachemi Rafsandjani par l'opinion publique a donc considérablement évoluée. De l'image d'un requin politico-financier proche des conservateurs, il est passé à celle d'un vieux sage champion de la modération. Mais il ne faut pas s'y tromper, si Rafsandjani a bel et bien eu des positions modérées, c'est aussi et surtout parce qu'elles étaient nécessaires selon lui au maintient du régime en place et aussi parce qu'elles servaient son propre pouvoir qui, dans

son esprit, se cofondait avec l'intérêt du régime. S'il n'a pas hésité ces dernières années à critiquer l'autoritarisme du Guide suprême, il a toujours effectué ses critiques avec subtilité, prenant bien soin de ne jamais trop s'exposer en évitant toute attaque frontale dirigée directement contre la personne du Guide. Enfin, il est à noter également qu'il s'est récemment et à plusieurs reprises prononcé pour l'ouverture d'une réflexion sur une possible réforme du système institutionnel en place à la mort d'Ali Khamenei. Rafsandjani a ainsi proposé de remplacer le poste du Guide suprême par un conseil composé de cinq religieux de haut rang, ce qui n'a pas manqué de susciter l'ire des conservateurs traditionnels[15]. Cette proposition de réforme ne vise cependant pas à affaiblir le régime, quoi qu'en disent les conservateurs, mais bien à apporter la modernisation nécessaire, selon Rafsandjani, à la survie de la République islamique. Cette idée d'un tel conseil n'est en soi pas neuve puisqu'elle puise ses sources dans la Révolution constitutionnelle iranienne de 1906 et qu'elle fût remise sur la table lors des discussions relatives à l'adoption d'une nouvelle constitution après la révolution de 1979[16]. Cela dit, si elle devait être adoptée, cette réforme reviendrait à diluer le pouvoir actuellement détenu par le Guide suprême entre les mains d'un conseil qui serait alors lui même potentiellement soumis à des rivalités et des luttes de pouvoir. Dans la pratique, cela conduirait fort probablement à un renforcement du pouvoir des institutions élues tels que le gouvernement – et par extension le Président – et le Majles. Sans l'influence de Rafsandjani, cette réforme potentielle perd l'un de ses plus fervent supporter et, plus généralement, la disparition de l'ancien Président affaiblit considérablement l'influence potentielle des modérés et des réformateurs dans la perspective d'une succession prochaine au sommet de l'Etat. Au sein de l'Assemblée des Experts, la disparition de Rafsandjani pourrait profiter aux réseaux emmenés par l'Ayatollah Ahmad Jannati et l'Ayatollah Mahmoud Hashemi Shahroudi qui appartiennent tous deux aux rangs des conservateurs les plus durs et les plus traditionnels. En réalité c'est désormais à Hassan Rouhani d'assurer le leadership des modérés au sein cette assemblée mais il ne jouit ni du

15 BUCALA P.,《 What Rafsanjani' s death means for the Supreme Leader' s succession 》, AIE Iran Tracker, 9 janvier 2017, *http://www.irantracker.org/analysis/pendleton-bucala-rafsanjani-supreme-leader-succession-january-9-2017* ; LUCAS S., « Iran Feature: Ex-President Rafsanjani Challenges Supreme Leader as a "Tyrant" », EA Worldview, 6 mai 2015, *http://eaworldview.com/2015/05/iran-feature-ex-president-rafsanjani-challenges-supreme-leader-as-a-tyrant/*

16 Voir : SCHIRAZI A., *The Constitution of Iran. Politics and the State in the Islamic Republic*, London/New York, I.B. Tauris, 1997, 325 p.

respect, ni de l'influence qui incombaient à Hachemi Rafsandjani. Etant donné l'âge avancé d'Ali Khamenei ainsi que les rumeurs persistantes sur son mauvais état de santé, la question de sa succession pourrait très prochainement se retrouver à l'agenda politique de la République islamique. Il semble cependant qu'au-delà de toutes les supputations relatives aux luttes de pouvoir interne au sein du système institutionnel iranien, le leadership actuel ait déjà adoubé son favori en la personne de l' Ayatollah Ebrahim Raisi, un ultraconservateur qui pourrait bien à moyen terme être le principal bénéficiaire de la disparition de l'influence politique de Rafsandjani du paysage politique iranien[17].

Des funérailles d'Etat embarrassantes pour les conservateurs du régime.

Les funérailles d'Hachemi Rafsandjani se sont déroulées le mardi 10 janvier 2017, décrété jour férié pour l'occasion, soit deux jours après son décès. Ces funérailles d'Etat qui devaient être une occasion de mobiliser les foules derrière une figure emblématique de la République islamique ne se sont cependant pas déroulées comme prévues : loin d'illustrer un plébiscite populaire en faveur de la ligne dure du régime, elles se sont transformées partiellement en une manifestation de soutien aux mouvements modérés et réformateurs, ce qui n'a pas manqué de suscité un certain embarras parmi les rangs conservateurs.

La cérémonie commence à l'Université de Téhéran où se déroulent habituellement les prêches religieux – aux forts relents politiques – de la traditionnelle prière du vendredi. Les plus importantes personnalités politiques, judiciaires et militaires du pays sont présentes, toutes tendances politiques confondues. C'est Ali Khamenei, le meilleur rival du défunt, qui s'occupe de la prière funéraire. Outre

17 DEHGHAN S. K., « Ebrahim Raisi: the Iranian cleric emerging as a frontrunner for supreme leader », dans *The Guardian*, 9 janvier 2017, *https://www.theguardian.com/world/2017/jan/09/ebrahim-raisi-conservative-cleric-iran-supreme-leader-khamenei* ; Takeyh R., « Iran's likely next supreme leader is no friend of the West », dans *The Washington Post*, 26 septembre 2006, *https://www.washingtonpost.com/opinions/global-opinions/irans-likely-next-supreme-leader-is-no-friend-of-the-west/2016/09/26/eb3becc0-79fb-11e6-bd86-b7bbd53d2b5d_story.html?utm_term=.3d7192ffb1f8*

le traditionnel hommage, le Guide suprême ne manque pas d'évoquer les différends qui ont marqués la relation entre les deux hommes.

Par ailleurs, le site internet officiel du Guide suprême n'a pas manqué, dans ses articles traitant du déroulement de ces funérailles, de susciter certaines interrogations dans la mesure où il évoque H. Rafsandjani tantôt comme un Ayatollah, tantôt comme un Hujjat al-Islam[18]. Or dans l'Islam shiite duodécimain, ce dernier titre religieux est d'un niveau hiérarchique inférieur à celui de Ayatollah, ce qui laisse à supposer que le régime n'a pas encore définitivement tranché la question du titre religieux à attribuer à l'ancien Président.

Une fois la cérémonie achevée, la dépouille entame la traversée de la capitale, direction le sud, vers le mausolée de l'Ayatollah Khomeiny, où elle sera enterrée.

Ce mausolée, en construction depuis 1989 et toujours inachevé, aurait, aux dires des autorités, une capacité d'accueil d'un million de fidèles. Cela dit, en dehors des cérémonies officielles, il est le plus souvent bien vide et il n'est pas rare d'y rencontrer plus de pèlerins chiites irakiens que d'Iraniens. Par ailleurs, on notera qu'au-delà de l'honneur rendu à Hachemi Rafsandjani de par le lieu choisi pour sa sépulture réside en fait un certain paradoxe puisqu'il était devenu au fil des années la figure de proue des modérés et qu'il s'était même prononcé pour une réforme du système du *velayat-e faqih* théorisé par Khomeiny et au cœur du système institutionnel de la République islamique.

Lors de sa traversée de la capitale, le cortège funéraire est acclamé par plusieurs centaines de milliers

18 Voir : « Video: Ayatollah Khamenei led the funeral prayer for Hujatul-Islam Rafsanjani », 10 janvier 2017, *http://english.khamenei.ir/news/4550/Video-Ayatollah-Khamenei-led-the-funeral-prayer-for-Hujatul-Islam*

de personnes, plus de deux millions selon les autorités, dont certaines viennent de l'extérieur de la capitale pour rendre un dernier hommage à l'ancien Président. Jusque là, l'image est forte et semble positive pour le régime dans la mesure où cette foule compacte tend à prouver que de nombreux Iraniens soutiennent la République islamique, ses institutions, et ses leaders. Le tout est retransmis en direct sur la télévision d'Etat afin de partager ce moment de communion populaire avec l'ensemble de la patrie. Mais très rapidement, le comportement de certains spectateurs vire à la manifestation d'opposition aux conservateurs du régime, dont le Guide suprême.

Ce qui marque avant tout dans cette foule nombreuse et compacte, ce sont les nombreux jeunes qui ont fait le déplacement, non pas pour manifester un quelconque soutien inconditionnel à la République islamique, mais bien pour rendre un hommage appuyé à celui qui était parvenu au fil des années à s'imposer comme la figure de proue de la tendance modérée. Sacré paradoxe pour un des pères fondateurs de la République islamique qui avait perdu l'élection présidentielle de 2005 en partie à cause de son étiquette d'homme politique issu du sérail. Cela illustre bien à quel point l'image de Rafsandjani avait évoluée au cours de ces dernières années : de lieutenant de Khomeiny proche des conservateurs, son image était devenue celle d'une incarnation de l'opposition au conservatisme de l'actuel Guide Ali Khamenei.

Cette foule, exaltée au passage du cortège funéraire, commence à scander des slogans pro-modérés et pro-réformateurs. Ces premiers « incidents » sont filmés par les participants qui les partagent immédiatement sur les réseaux sociaux et notamment via Twitter[19]. Très rapidement, cette tendance à la provocation envers les conservateurs se répand dans la foule et les slogans se durcissent de plus en plus, donnant un ton politique inattendu à l'événement.

19 Voir notamment les comptes Twitter suivants : @APARHIZI, @shiapulse, @mapirzadeh.

Ainsi, en opposition au slogan habituel de la rhétorique officielle « mort à l'Amérique ! », de nombreux manifestants scandent « mort à la Russie ! » ainsi que « ambassade de Russie nid d'espion ! »[20]. Le sentiment antirusse n'est pas nouveau en Iran mais il s'est considérablement accentué depuis le début de l'implication russe dans la guerre civile syrienne. De plus, la nouvelle cet été d'une autorisation accordée par les autorités iranienne à Moscou pour l'utilisation de la base aérienne de Hamadan par la force aérienne russe en vue de mener à bien des frappes militaires en Syrie a soulevé une vague d'indignation de même qu'une véritable polémique qui a finalement poussé le régime de Téhéran à effectuer machine arrière[21]. Cette autorisation constituait une première pour l'Iran depuis la fin de la seconde mondiale mais cela fut perçu par de nombreux Iraniens comme le franchissement d'une dangereuse ligne rouge illustrant la volonté néo-impérialiste de la Russie de même que la – trop – grande influence de Moscou sur les autorités du pays, ce qui n'a pas manqué d'exacerber la crainte d'un retour de l'influence étrangère – un sujet extrêmement sensible en Iran – dans les affaires internes du pays.

Outre ces slogans antirusses, d'autres manifestants n'ont pas hésité à scander « Mir Hossein ! Mir Hossein ! Mir Hossein ! » au passage du cortège. Ce slogan fait référence à Mir Hossein Moussavi, le candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2009 et leader – un peu malgré lui il est vrai – du Mouvement vert. Aussi bien avant qu'après les élections de 2009, Moussavi a toujours pu compter sur le soutien de Rafsandjani. Interdit de toute activité politique, il est placé en résidence surveillée depuis 2011. Au cours de ces dernières années, Rafsandjani s'est prononcé à de multiples reprises pour une libération du candidat malheureux, prenant ainsi le contrepied de la posture adoptée par le Guide. Ces slogans illustrent bien que 7 ans après les manifestations du Mouvement vert, le traumatisme laissé par le vol de l'élection présidentielle de 2009 est toujours palpable au sein d'une population qui n'a pas abandonné l'espoir d'une évolution politique voir même de réformes plus profondes dans le système

20 DEHGHAN S. K.,《 Rare show of dissent in Iran as millions mourn ex-president Rafsanjani 》, dans *The Guardian*, 10 janvier 2017, *https://www.theguardian.com/world/2017/jan/10/rafsanjani-thousands-of-iranians-mourn-wily-political-veteran*

21 BARNARD A., KRAMER A. E.,《 Iran Revokes Russia's Use of Air Base, Saying Moscow 'Betrayed Trust' 》, dans *The New York Times*, 22 août 2016, *https://www.nytimes.com/2016/08/23/world/middleeast/iran-russia-syria.html?_r=0*

de la République islamique.

Au cours de l'événement, l'ancien Président Khatami s'invite également au bon souvenir des autorités. Son nom est ainsi repris en cœur à de multiples reprises par la foule, ce qui constitue une véritable manifestation de résistance dirigée contre le Guide suprême et le camp des conservateurs. Pour rappel, M. Khatami, Président de 1997 à 2005, est aujourd'hui soumis à une interdiction de quitter le territoire et la presse iranienne, aussi bien écrite qu'audiovisuelle, n'est plus autorisé ne serait-ce qu'à mentionner son nom et l'utilisation de son image est également bannie de l'espace public. Cette chape de plomb à l'encontre de l'ancien Président réformateur est due à son trop grand soutien apporté au Mouvement vert lors des manifestations postélectorales de 2009. Cette manifestation de soutien populaire envers Khatami illustre bien qu'en dépit d'un bilan présidentiel mitigé il demeure encore et toujours assimilé dans les esprits de nombreux Iraniens à une volonté de modernisation et d'évolution politique qui s'oppose à la tendance conservatrice majoritaire au sein du régime.

Les caméras de la télévision d'Etat qui suivent et retransmettent en direct l'intégralité du parcours suivi par le cortège en direction du mausolée de Khomeiny ne peuvent éviter de filmer ces scènes embarrassantes pour le régime, ce qui ne manque pas de mettre quelque peu mal à l'aise les commentateurs. Ainsi, lorsque la foule reprend en cœur le nom du Président Khatami, la chaine n'hésite pas à couper momentanément le son et lorsque c'est Mir Hossein Moussavi qui est cité, la télévision d'Etat se dépêche de diffuser une bande son reprenant des chants religieux pour couvrir les slogans en faveur du leader du Mouvement vert.

Au final, ces funérailles auront certes mobilisé les foules, mais pas dans le sens espéré par les durs du régime. Au contraire, les scènes observées sur le parcours du cortège illustrent encore une fois la complexité et la vivacité de la vie politique iranienne et le fait que la société civile est loin d'avoir re-

noncé à ses aspirations en faveur d'une modernisation du régime. Les élections présidentielles de mai prochain et, à plus long terme, la perspective d'une succession à la tête de l'Etat constituent autant de facteurs qui ne manqueront pas d'intérêt pour les observateurs de la politique iranienne soucieux de comprendre la direction future sur laquelle la République islamique s'engagera dans les années à venir.

Conclusion.

La disparition d'Hachemi Rafsandjani laisse un vide dans les arcanes du pouvoir iranien et fait d'Ali Khamenei le dernier homme politique du pays à pouvoir se targuer de l'étiquette d'ancien compagnon de R. Khomeiny. « Qui comblera ce vide ? » constitue sans conteste la principale question à laquelle se devront de répondre dans les prochains mois et les prochaines années les analystes de la vie politique iranienne. A l'heure actuelle, il est encore trop tôt pour se prononcer avec certitude mais ce qui est d'ores et déjà certain, c'est que cette disparition affaiblit le camp des modérés et des réformateurs qui ne jouissent plus désormais de la protection de leur plus puissant et influant soutien.

A court terme, la disparition de l'ancien Président pourrait faciliter la réélection de H. Rouhani à la présidence du pays lors des élections prévues en mai prochain. En effet, ce décès pourrait agir tel un catalyseur émotionnel en vue de mobiliser l'électorat modéré dans la mesure où l'ombre de Rafsandjani ne manquera pas de planer sur cette élection à venir. Cela dit, il faudrait également pour cela que les conservateurs et les opposants au Président actuel jouent le jeu des élections en toute honnêteté et qu'ils ne profitent dès lors pas du décès de Rafsandjani pour tenter de manipuler d'une manière ou d'une autre le déroulement de la campagne ainsi que celui du scrutin. Les prochains mois de l'agenda politique iranien promettent donc d'être animés.

A plus long terme en revanche, aucune figure ne semble en mesure de reprendre le rôle joué par Raf-

sandjani en faveur des modérés. Hassan Rouhani se retrouve tout d'un coup bien seul et même s'il parvient à être réélu en mai prochain, rien ne dit qu'il parviendra à renforcer suffisamment l'influence de son camp au cours de son deuxième mandat que pour garantir la pérennité politique de la tendance modérée. C'est donc l'équilibre entre les différentes tendances au sein même du pouvoir iranien qui se retrouve ici modifié à l'avantage des conservateurs et ce processus pourrait encore s'accélérer en cas de défaite d'Hassan Rouhani à la prochaine présidentielle.

Cela dit, même si un renforcement des conservateurs semble inéluctable, Ali Khamenei a tout intérêt à ne pas effacer totalement les modérés du jeu politique. Cela risquerait en effet d'impacter l'intérêt populaire pour les enjeux électoraux, ce qui pourrait s'avérer potentiellement déstabilisateur et miner la légitimité du régime. C'est à un jeu d'équilibriste encore plus risqué qu'à l'accoutumée que va devoir se plier l'actuel Guide suprême s'il veut maintenir un semblant de pluralité au sein de l'échiquier politique iranien, à moins qu'il ne se laisse entrainé par la tentation d'ostraciser définitivement un camp modéré orphelin de son plus influent soutien.

Enfin, la question de l'avenir des modérés en cas de disparition de l'actuel Guide suprême suscite également de nombreuses incertitudes. Qui succédera à Ali Khamenei ? Certains indices permettent de formuler quelques hypothèses mais les jeux demeurent encore ouverts dans un régime où les luttes de pouvoir apparaissent bien souvent très opaques. De plus, quelle sera l'attitude du nouveau Guide qui sera très certainement issu des rangs conservateurs ? Sera-t-il soucieux de maintenir un semblant d'équilibre entre les factions où cherchera-t-il à effacer les modérés de la carte politique afin de réduire au silence un camp qu'il pourrait percevoir comme une entrave vers l'affirmation de sa nouvelle autorité ? Autant de questions qui ne manqueront pas de susciter dans les années qui viennent de nombreux débats et dont les réponses détermineront la voie suivie par l'Iran, tant dans le domaine de l'évolution politique interne que dans le domaine de ses relations avec le reste du monde et plus particulièrement

avec l'Occident.

BIBLIOGRAPHIE

Monographies et ouvrages collectifs.

Collectif, *The Rise of the Pasdaran. Assessing the Domestic Roles of Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps*, Santa Monica/Arlington/Pittsburgh, Rand Corporation, 2009, 129 p.

MOSLEM M., *Factional Politics in Post-Khomeini Iran*, New York, Syracuse University Press, 2002, 320 p.

SCHIRAZI A., *The Constitution of Iran. Politics and the State in the Islamic Republic*, London/New York, I.B. Tauris, 1997, 325 p.

Articles de Think Tank.

BUCALA P.,《 What Rafsanjani' s death means for the Supreme Leader' s succession 》, AIE Iran Tracker, 9 janvier 2017, *http://www.irantracker.org/analysis/pendleton-bucala-rafsanjani-supreme-leader-succession-january-9-2017*

KHALAJI M.,《 President Rouhani and the IRGC 》, *The Washington Institute for Near East Policy*, 8 janvier 2014, *http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/president-rouhani-and-the-irgc*

LUCAS S., « Iran Feature: Ex-President Rafsanjani Challenges Supreme Leader as a "Tyrant" », EA Worldview, 6 mai 2015, *http://eaworldview.com/2015/05/iran-feature-ex-president-rafsanjani-challenges-supreme-leader-as-a-tyrant/*

Articles de revues.

KHAVAND F.,《 Une économie prometteuse qui se heurte à de nombreux obstacles 》, dans *Moyen-Orient*, 2016, Octobre/Décembre, n° 32, pp. 50 – 55.

Presse.

BARNARD A., KRAMER A. E.,《 Iran Revokes Russia's Use of Air Base, Saying Moscow 'Betrayed Trust'», dans *The New York Times*, 22 août 2016, *https://www.nytimes.com/2016/08/23/world/middleeast/iran-russia-syria.html?_r=0*

BBC, « Iran ex-leader Rafsanjani's son 'jailed for 15 years' », 15 mars 2015, *http://www.bbc.com/news/world-middle-east-31899684*

DEHGHAN S. K.,《 Ebrahim Raisi: the Iranian cleric emerging as a frontrunner for supreme leader 》, dans *The Guardian*, 9 janvier 2017, *https://www.theguardian.com/world/2017/jan/09/ebrahim-raisi-conservative-cleric-iran-supreme-leader-khamenei*

DEHGHAN S. K.,《 Rare show of dissent in Iran as millions mourn ex-president Rafsanjani 》, dans *The Guardian*, 10 janvier 2017, *https://www.theguardian.com/world/2017/jan/10/rafsanjani-thousands-of-iranians-mourn-wily-political-veteran*

Le Monde,《 Iran : la fille de Rafsandjani condamnée à la prison 》, 3 janvier 2012, *http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/01/03/iran-la-fille-de-rafsandjani-condamnee-a-la-prison_1625196_3218.html*

RFI, « Iran: dix ans de prison pour le fils de l'ex-président Rafsandjani », 12 juin 2015, *http://www.rfi.fr/moyen-orient/20150612-iran-dix-ans-prison-le-fils-ex-president-rafsandjani-mehdi-hachemi-mouvement-*

vert

RTBF,《 Iran: la fille et 4 membres de la famille Rafsandjani libérés 》, 22 juin 2009, *https://www.rtbf.be/info/monde/detail_iran-la-fille-et-4-membres-de-la-famille-rafsandjani-liberes?id=5309483*

TAIT R.,《 Iran's supreme leader blasts Ahmadinejad for corruption claims 》, dans *The Guardian*, 4 juin 2009, *https://www.theguardian.com/world/2009/jun/04/ahmadinejad-debate-backlash*

Takeyh R.,《 Iran's likely next supreme leader is no friend of the West 》, dans *The Washington Post*, 26 septembre 2006, *https://www.washingtonpost.com/opinions/global-opinions/irans-likely-next-supreme-leader-is-no-friend-of-the-west/2016/09/26/eb3becc0-79fb-11e6-bd86-b7bbd53d2b5d_story.html?utm_term=.3d7192ffb1f8*

Site internet officiel.

Khamenei.ir,《 Video: Ayatollah Khamenei led the funeral prayer for Hujatul-Islam Rafsanjani 》, 10 janvier 2017, *http://english.khamenei.ir/news/4550/Video-Ayatollah-Khamenei-led-the-funeral-prayer-for-Hujatul-Islam*

Liste des notes d'analyse précédentes

(cliquez pour y accéder)

WALSCHOT M., de WILDE T., LIEGEOIS M., *Les normes européennes d'étiquetage appliquées aux produits en provenance des établissements israéliens dans les territoires occupés*, Note d'analyse n°51, Janvier 2017.

DESPLANQUE Simon, *22 novembre 1963 : aux origines des théories du complot*, Note d'analyse n°50, Décembre 2016.

DIDAT M, DRESS K., *La relation australo-indonésienne: Une union forcée mais nécessaire, entre tensions et résilience*, Note d'analyse n°49, Août 2016.

VIAUD Astrid, *EU–Myanmar: From marginal EU sanctions to a move towards democracy (1996–2013)*, Note d'analyse n°48, Juin 2016.

TETU P.-L., *Géopolitique de l'approvisionnement de la Chine en matières premières : L' Arctique, une région prioritaire?*, Note d'analyse n°47, Mai 2016.

HUNG Jui-Min, *Un acteur global ? Une évaluation sur l'embargo de l'UE vis-à-vis de la Chine*, Note d'analyse n°46, Avril 2016.

de WILDE d'ESTMAEL Tanguy, *La « communauté internationale », l'UE et la Syrie : d'une impossible gestion de crise à une convergence limitée?*, Note d'analyse n°45, Mars 2016.

GOSSE-LEDUC Cédric, *Suède et corruption : la sauvegarde de l'image sur la scène internationale*, Note d'analyse n°44, Février 2016.

DESPLANQUE Simon, *La dimension politique des achats militaires : le cas de la Belgique*, Note d'analyse n°43, Février 2016.

FOLLEBOUCKT Xavier, *Les leçons du passé : La Russie et le nouveau « conflit gelé » ukrainien*, Note d'analyse

Nos autres publications ICI